



No.26
DECEMBRE 2012

SYNTHÈSE DE LA CNUCED

Points saillants

- La part des salaires dans le revenu national est à son niveau le plus bas depuis la Seconde Guerre mondiale et le chômage à son niveau le plus haut.
- Les familles touchant un revenu du travail sont les consommateurs les plus importants pour l'économie, mais dans le climat actuel, elles ne peuvent pas consommer suffisamment pour soutenir la reprise économique.
- Les gouvernements devraient résister à la doxa de la «flexibilisation du marché du travail» et adopter des politiques de revenus actives.
- Les tentatives faites par les pays améliorer leur compétitivité en réduisant les salaires par rapport à la productivité ne peuvent que conduire à un appauvrissement général, dans une véritable course à l'abîme.

LA REPRISE ÉCONOMIQUE ET L'EMPLOI PASSENT PAR UNE AUGMENTATION LA PART DU TRAVAIL DANS LE REVENU

La faiblesse persistante des pays avancés menace les perspectives de redressement de l'économie mondiale. La demande intérieure des pays en développement n'est en effet pas suffisamment vigoureuse pour maintenir ces pays sur leur récente trajectoire de croissance. Depuis quelque temps déjà, ils sont le moteur de l'économie mondiale, mais si la demande ne redémarre pas sur les marchés traditionnels du Nord, leurs efforts de découplage vont s'essouffler. Dans la plupart des pays développés, l'austérité budgétaire, malgré l'échec patent affiché à ce jour, est considérée comme la clé du succès à moyen et à long terme. Or, ce n'est pas parce que les mesures prises assombrissent les perspectives à court et à moyen terme que les perspectives à long terme s'en trouvent automatiquement améliorées. C'est en fait précisément l'inverse qui se produit. Plus les perspectives à court terme sont mauvaises, plus leurs effets dans le temps et dans l'espace – c'est-à-dire pour les pays petits et grands – seront négatifs.

Devant l'épuisement des politiques monétaires et le blocage des gouvernements face aux politiques budgétaires pour stimuler la croissance, des analyses et des instruments nouveaux s'imposent. Dans le *Rapport sur le commerce et le développement 2012*, la CNUCED a montré que si l'économie mondiale se trouvait dans pareille impasse, c'était en grande partie à cause du mauvais fonctionnement du marché du travail dans les grands pays industrialisés. Le chômage atteint des sommets, mais les salaires sont faibles. Les ménages, soumis à cette double pression du chômage et des baisses salariales, ne peuvent pas consommer davantage; les entreprises, même si elles dégagent des profits importants et disposent d'une solide trésorerie, ne sont pas disposées à investir, compte tenu du faible niveau d'utilisation des capacités et des perspectives moroses. Dans un contexte où les taux de chômage sont les plus élevés et la part des salaires dans le revenu national la plus basse depuis la Seconde Guerre mondiale, la doxa de la «flexibilisation du marché du travail» comme remède pour les économies malades est discréditée, et les gouvernements devraient plutôt s'atteler à mettre en place de politiques de revenus actives.

La baisse attendue des revenus pèse sur la demande intérieure

La compression des salaires et une croissance des salaires réels inférieure aux gains de productivité sont parmi les caractéristiques marquantes du développement économique de la plupart des pays depuis trente ans, en particulier des pays développés. Toutefois, les salaires exorbitants d'un petit nombre, inscrits dans une tendance générale à la hausse des profits et des inégalités, n'ont pas conduit aux investissements toujours plus durables en capital fixe que laissait présager la théorie économique. Dans les pays développés, la part des revenus

du travail a reculé de 5 points de pourcentage ou plus entre 1980 et le début de la crise financière mondiale. Dans certains grands pays industrialisés, cette évolution a signifié, de fait, la rupture du consensus social établi avec les syndicats après la guerre, selon lequel les salaires réels progresseraient au rythme de la croissance de la productivité, permettant ainsi aux ménages de soutenir la demande intérieure.

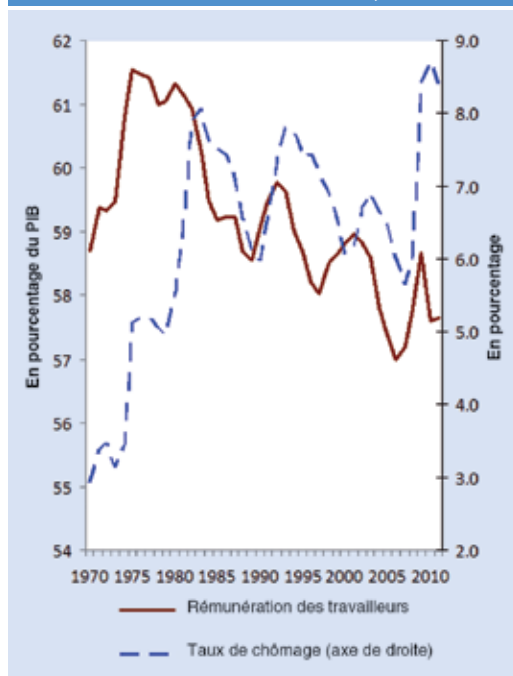
Selon la théorie qui a dominé la pensée économique pendant des décennies, on ne devait donc pas voir simultanément un chômage en très forte hausse et des salaires faibles et en baisse. Pourtant, pendant la crise financière de

2008 et 2009, c'est précisément ce qui s'est passé. Alors que les salaires dans les pays développés sont tombés à leur niveau le plus bas en soixante ans, le chômage a explosé, atteignant 9 % et battant son record d'après guerre (voir graphique 1).

Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données *OECD.Stat Extracts*; base de données *Annual Macroeconomic* de la Commission européenne (EC-AMECO).

Note: Les pays développés n'incluent pas les pays d'Europe orientale. La rémunération des travailleurs est calculée en tant que pourcentage du PIB, au coût des facteurs de production. On observe une interruption en 1991 en raison de la réunification de l'Allemagne.

Graphique 1. RÉMUNÉRATION DES TRAVAILLEURS ET TAUX DE CHÔMAGE DANS LES PAYS DÉVELOPPÉS, 1970-2011



Prenons, par exemple, les États-Unis, où les salaires sont restés à la traîne par rapport à la productivité pendant de nombreuses années, mais où le chômage a augmenté au moins aussi rapidement durant la crise financière de 2008 que durant les récessions antérieures et semble plus persistant que jamais. Si le chômage peut exploser bien que les salaires réels soient en retard par rapport à la productivité, c'est que la relation élémentaire selon laquelle l'affaiblissement des salaires ferait augmenter la demande de main-d'œuvre ne fonctionne pas. En réalité, le fort taux de chômage pousse les salaires à la baisse, laquelle entraîne de nouvelles réductions d'emploi dues à la baisse de la consommation et de la demande finale. Laisser le chômage comprimer encore les salaires est contreproductif car la baisse des salaires nominaux se traduit immédiatement par une baisse de la demande privée.

L'ordre dans lequel les événements s'enchaînent est crucial: dans une situation de baisse des salaires, la demande intérieure recule avant qu'une mesure positive, comme la substitution du travail au capital, ne puisse produire ses effets. Même les profits n'augmenteront pas si la conséquence de la baisse des salaires est d'abord la diminution de la demande et, partant,

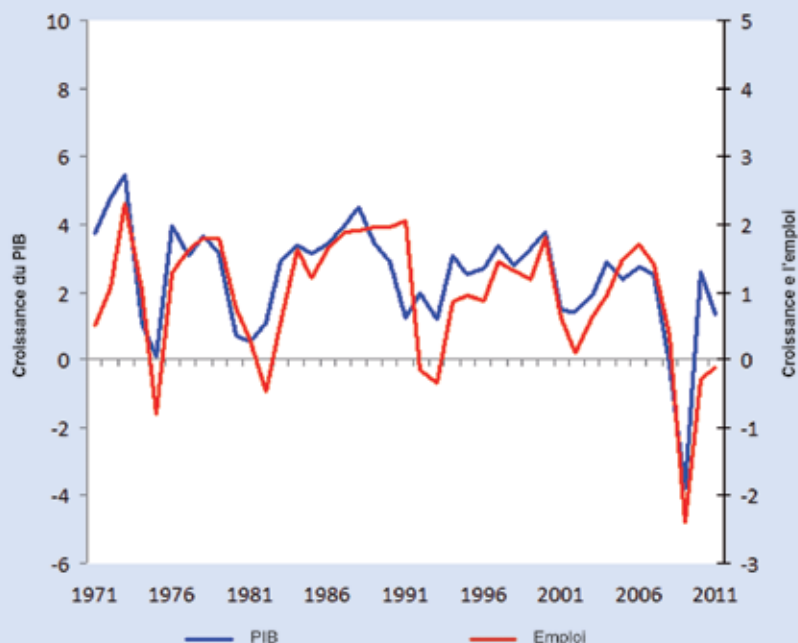
une moindre utilisation des capacités. Seuls les gouvernements peuvent compenser la baisse de la demande résultant de la flexibilité des salaires, en adoptant des mesures de stimulation.

Paradoxalement, alors que les gouvernements ont souvent joué le rôle de banquier en dernier ressort, nombreux sont ceux qui, non contents de refuser le rôle d'employeur en dernier ressort, préconisent la réduction ou la limitation de la masse salariale. Depuis le début de la crise, la CNUCED répète que la création d'emplois est incompatible avec le resserrement budgétaire. Récemment, d'autres, comme l'UNICEF (2012), se sont fait l'écho de ce message, craignant que les mesures d'austérité envisagées par les gouvernements à travers le monde ne retardent la reprise du marché du travail et n'alourdissent encore le terrible coût humain de la crise économique. Dans son examen des rapports de pays du Fonds monétaire international (FMI), l'UNICEF constate en effet que, dans la période de 2010 à 2012, 73 pays développés et pays en développement envisagent de réduire ou de limiter la masse salariale. Parallèlement, 133 pays devraient diminuer leurs dépenses publiques, ce qui pourrait avoir des répercussions directes et indirectes sur l'emploi et sur les salaires.

À ces mesures, les pays associent souvent des initiatives destinées à améliorer leur «compétitivité internationale». Or, la compétitivité est une notion qui doit s'appliquer au niveau des entreprises; de plus, c'est une notion relative. Tous les pays peuvent agir pour renforcer leur productivité et augmenter les revenus de leur population, mais si tous tentent d'améliorer leur compétitivité en abaissant les salaires par rapport à la productivité nationale, c'est l'appauvrissement général, dans une véritable course à l'abîme.

Malheureusement, ceux qui élaborent les politiques économiques n'ont pas encore compris la leçon. Dans le Rapport sur le commerce et le développement 2011 et dans le Policy Brief no 24 (2011), la CNUCED mettait en garde contre un excès d'optimisme quant aux capacités des consommateurs et des investisseurs du secteur privé de rebondir face aux mesures d'austérité budgétaire dans un climat économique incertain. La dernière série de prévisions concernant le PIB, qui ont été sévèrement revues à la baisse, et la perspective d'un retour de la récession mondiale prouvent que certaines notions, tels les «effets non keynésiens» des politiques d'austérité, relèvent davantage du vœu pieu que d'une théorie plausible et de données empiriques convaincantes. S'agissant de la croissance de l'emploi, les données pertinentes

Graphique 2. CROISSANCE DE L'EMPLOI ET DU PIB RÉEL DANS LES PAYS DÉVELOPPÉS, 1971-2011 (En pourcentage)



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données OECD, *Stat Extracts*, base de données *Annual Macroeconomic* (EC-AMECO) de la Commission européenne; et Historical Statistics of Japan, Statistical Bureau.

Note: Les pays développés n'incluent pas les pays d'Europe orientale.

indiquent qu'elle est fortement corrélée avec l'augmentation générale du revenu et qu'il existe aussi une corrélation entre la formation brute de capital fixe et la situation de l'emploi (CNUCED, 2012; et voir graphique 2). Dans la pratique, travail et capital sont complémentaires et non substituables. Selon que la demande augmente ou diminue, les entreprises vont investir ou désinvestir et dans le travail et dans le capital.

Ces données opposent un démenti clair à l'argument classique selon lequel, indépendamment du taux de croissance, le niveau d'emploi peut être élevé dès lors que le marché du travail est suffisamment flexible. En effet, aujourd'hui, un marché flexible se traduirait par une baisse des salaires et un affaiblissement de la demande globale, qui déstabiliseraient certainement encore davantage l'économie. Un tel marché provoquerait une aggravation de la récession, un nouveau recul de l'emploi et de nouvelles pressions à la baisse sur les salaires. Négliger la demande en considérant qu'elle n'est pas un facteur décisif dans l'investissement des entreprises est une erreur grave et signe l'échec de la politique économique. Dans le même ordre d'idées, lorsque l'impôt sur les sociétés a baissé dans la période entre 1982 et 2005, la formation brute de capital fixe n'a pas augmenté, mais diminué. Face à une demande atone, les entreprises qui croulent sous les profits et le capital n'augmentent pas leurs investissements dans les activités productives et créatrices d'emplois.

Rééquilibrer et stimuler la demande, notamment à travers les politiques salariales et les politiques de l'emploi

Le rééquilibrage de la répartition du revenu doit être un objectif primordial aussi bien pour les pays développés que pour les pays en développement. Une croissance dont les revenus sont inégalement répartis entre travail et capital ou qui aboutit à des rémunérations très élevées pour une poignée de nantis et très faibles pour le plus grand nombre («les 99 %») n'est pas viable à long terme. Les ménages touchant un revenu de travail sont les consommateurs les plus importants, et la consommation privée est indispensable à la viabilité de la demande intérieure; ces ménages ne peuvent pas être systématiquement laissés sur le bord du chemin. Il est donc impératif de mettre en place des politiques salariales qui favorisent l'emploi et la croissance. Les politiques monétaires et budgétaires doivent être complétées par des politiques de revenus lorsque l'équilibre des forces sur le marché du travail n'est pas équitable, et ce tout particulièrement dans les pays en développement. L'effet de telles politiques sur la croissance de la productivité ne pourra que profiter à l'économie dans son ensemble dès lors que toutes les couches de la société auront la chance de bénéficier des retombées d'une meilleure division du travail.

Grands principes d'action

- Les gouvernements devraient résister à la doxa de la «flexibilisation du marché du travail» et adopter des politiques de revenus actives.
- Il faut prendre des mesures pour que les salaires nominaux moyens augmentent au même rythme que la productivité moyenne plus un objectif d'inflation fixé par le gouvernement ou la banque centrale.
- Les mécanismes de négociation collective peuvent contribuer à ce résultat, avec l'appui de recommandations ou de directives générales du gouvernement sur l'ajustement des salaires, à travers la mise en place d'un salaire minimum, par exemple.
- D'autres instruments peuvent aussi être utilisés pour corriger les inégalités résultant du fonctionnement des marchés, notamment en créant des emplois publics supplémentaires, et en instaurant la progressivité de l'impôt.
- Il peut aussi être utile de recourir aux dépenses publiques pour améliorer la fourniture de biens et services essentiels et créer ainsi un circuit de redistribution secondaire.

Pour de plus amples informations, voir le Rapport sur le commerce et le développement 2012.

Contact

Heiner Flassbeck,
Director, UNCTAD,
Tel. +41 22 917 60 48
heiner.flassbeck@unctad.org

Press Office
+41 22 917 58 28
unctadpress@unctad.org
www.unctad.org



Références

- CNUCED (2012). *Rapport sur le commerce et le développement 2012: Politiques pour une croissance équitable et équilibrée*. Publication des Nations Unies. Numéro de vente: F.12.II.D.6. New York et Genève.
- UNICEF (2012). *A Recovery for All: Rethinking Socio-Economic Policies for Children and Poor Households*. Ortiz I. and Cummins M., eds. United Nations Publication, New York. ISBN: 978-1-105-58755-9.